

LES GARANTIES RÉSULTENT DES CONTRATS SUIVANTS :

Boursorama, société de courtage en assurance inscrite à l'ORIAS sous le numéro 07 022 916 (www.orias.fr) a souscrit les garanties qui composent BOURSO PROTECT PRO :

● **Pour les garanties Protection Moyens de Paiement, Protection Clés/Papiers et Protection Tous nomades :** dans le cadre du Contrat d'assurance collective de dommages n° 79 931 860, auprès d'Allianz IARD Entreprise régie par le Code des assurances, Société Anonyme au capital de 991 967 200 euros – dont le siège social est situé 1 cours Michelet-CS 30051- 92076 Paris la Défense cedex - 542 110 291 RCS Nanterre.

● **Pour les Garanties Protections de l'identité dans le cadre :**

- du Contrat groupe n° 504 789 auprès de la Société Française de Protection Juridique, entreprise régie par le Code des Assurances, Société Anonyme au capital de 1 550 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 321776775 – dont le siège social est situé 14-16, rue de la République, 92 800 PUTEAUX.

- du contrat souscrit auprès de IProtego, prestataire intervenant sur l'outil de veille e-réputation Osculte et le volet technique de la garantie « atteinte à l'e-réputation » (composé du « traitement amiable » et « l'enfouissement »), marques commerciales déposées et exploitées par IPROTEGO, SAS au capital de 40000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le numéro 51855208800016, dont le siège social est situé 45, rue Frédéric Joliot Curie, 13013 MARSEILLE.

Ces garanties ont été souscrites auprès des différentes Sociétés par l'intermédiaire de Gras Savoye S.A, domiciliée 33/34 quai de Dion Bouton. CS 70001. 92 814 Puteaux Cedex, Société par actions simplifiée au capital de 1 432 600 euros. 311 248 637 R.C.S. Nanterre N° FR 61 311 248 637. Intermédiaire immatriculé à l'ORIAS sous le N° 07 001 707 (www.orias.fr).

Allianz IARD, la Société Française de Protection Juridique, Boursorama et Gras Savoye sont soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 61 rue Taitbout, 75436 PARIS CEDEX 09.

Pour les garanties Protection Moyens de Paiement, Protection Clés/Papiers et Protection Tous nomades :

Boursorama distribue le Produit d'assurance et Gras Savoye en réalise la gestion.

Pour la garantie Protection de l'identité :

Boursorama distribue le Produit d'assurance : souscrit auprès de Groupama Protection Juridique une marque de la Société Française de Protection Juridique et IProtego (uniquement pour l'outil de veille e-réputation et le volet technique de la garantie « atteinte à l'e-réputation » composé du « traitement amiable » et « l'enfouissement ») en réalisent la gestion.

Définitions COMMUNES AUX GARANTIES

Adhèrent : la personne physique titulaire d'un compte professionnel assuré ouvert auprès de Boursorama, ainsi que toute personne physique désignée sur le bulletin d'adhésion ou mandataire d'un compte professionnel assuré ouvert auprès de Boursorama, exerçant une profession indépendante, titulaire du compte professionnel.

Assureur :

- Pour les garanties Protection Moyens de Paiement, Protection Clés/Papiers et Protection tous Nomades : Allianz IARD ;
- Pour la garantie Protection de l'identité : la Société Française de Protection Juridique.

Année d'assurance : la période égale ou inférieure à douze mois consécutifs comprise entre la date d'effet de l'adhésion et la première échéance annuelle, ou entre deux échéances annuelles, ou entre la date du dernier renouvellement et la date de résiliation de l'adhésion.

Appareil garanti : appareils achetés neufs et dont la facture d'achat est aux noms et prénoms de l'Adhèrent.

Sont garantis les Appareils cités dans les 4 Gammes suivantes :

- **Gamme téléphone portable :** téléphone mobile et Smartphone comportant au moins une carte SIM dédiée aux services voix, internet et/ou data d'un opérateur de la téléphonie mobile
- **Gamme ordinateur portable :** micro-ordinateur portable, ultra portable, net books, tablettes tactiles, palette graphique.
- **Gamme appareil de poche :** assistant numérique personnel (PDA), lecteur baladeur audio/vidéo numérique (mp3/mp4), appareil de navigation par satellite portable (récepteur GPS portatif), dictaphone, imprimante et/ou scanner de poche et liseuse électronique, les consoles de jeux portables (**uniquement en cas de vol garanti**).
- **Gamme image et vidéo :** appareil photo numérique, caméscope numérique et lecteur DVD.

De plus ces Appareils doivent être :

- Achetés neufs,
- âgés de moins de 3 (trois) ans au moment du sinistre,
- utilisés pendant l'activité professionnelle.

Carte SIM : carte délivrée au titre d'un abonnement ou d'une formule prépayée, utilisée pour le fonctionnement de l'Appareil garanti.

Compte assuré : tout compte professionnel ouvert chez Boursobank. **Les comptes utilisés à titre non professionnel ne sont pas assurés.**

Carte : toute carte de retrait et/ou de paiement dont est titulaire l'Adhèrent fonctionnant sur un Compte assuré professionnel.

Chèque : toute formule de chèque dont est titulaire l'Adhèrent fonctionnant sur un Compte assuré professionnel.

Clés : désigne les clés et serrures de votre local professionnel, de votre coffre-fort bancaire ou non et de votre véhicule professionnel.

Déchéance : perte du droit à garantie pour le sinistre en cause.

Echéance : Date indiquée sous ce nom sur le Bulletin d'Adhésion. Elle détermine notamment le point de départ d'une période annuelle d'assurance.

Négligence : défaut de précaution, de prudence ou de vigilance qui est à l'origine du dommage ou en a facilité sa survenance.

Papiers : désigne passeports, carte nationale d'identité, carte de séjour, permis de conduire, certificat d'immatriculation des véhicules professionnels.

Prescription : Extinction d'un droit résultant de l'inaction de son titulaire pendant un certain laps de temps.

Prestataire intervenant sur l'outil de veille e-réputation Osculte et sur le volet technique de la garantie « Atteinte à l'e-réputation » (composé du « traitement amiable » et « l'enfouissement ») : IProtego

Sinistre : évènement susceptible de mettre en œuvre une ou plusieurs garanties au sens des dispositions de la présente Notice d'information.

Tiers : toute personne autre que l'Adhèrent.

Usure : détérioration progressive de l'Appareil garanti ou d'un ou plusieurs de ses éléments constitutifs du fait de l'usage qui en est fait conformément aux instructions d'utilisation et d'entretien du Constructeur et ceci quel que soit l'origine et processus de cette détérioration (physique ou chimique).

Valeur d'achat : valeur TTC de l'Appareil garanti au jour de son achat et telle qu'indiquée sur la facture d'achat de l'Appareil garanti.

Vétusté : pourcentage de dépréciation de l'Appareil garanti.

Vol : dépossession frauduleuse par un tiers de l'Appareil garanti, dans les cas définis au contrat.

Vol à la tire : vol de l'Appareil garanti, par subtilisation de la poche du vêtement ou du sac porté par l'Adhèrent au moment du vol, sans violence physique ou morale.

Vol à la sauvette : vol de l'Appareil garanti, alors que celui-ci se situe à portée de main de l'Adhèrent, sous surveillance, dans un rayon maximum d'un mètre de distance, sans violence physique ou morale.

Vol par effraction : vol de l'Appareil garanti, par le forçage ou la destruction de tout dispositif de fermeture intervenu dans la plage horaire prévue au contrat.

Vol par introduction clandestine : vol de l'Appareil garanti, alors que celui-ci se situe dans l'habitation occupée par l'Adhèrent, par l'introduction d'un tiers agissant, en la présence et à l'insu de l'Adhèrent ou d'un membre de sa famille (conjoint, ascendants et descendants).

Vol suite à agression : vol de l'Appareil garanti, au moyen de violences physiques, de menaces ou autres moyens de persuasion ou d'un arrachement de l'appareil porté ou tenu.

EXCLUSIONS GENERALES

Sont exclus de l'ensemble des garanties, les sinistres causés :

- Intentionnellement par l'Adhèrent ou avec sa complicité ;
- Par le conjoint, le concubin, le partenaire pacsé, les ascendants et descendants de l'Adhèrent ; par les préposés de l'Adhèrent ou toute autre personne si l'abus de confiance est établi ;
- Par un fait de guerre civile ou étrangère, un embargo, une confiscation ou une destruction sur ordre du gouvernement ou d'une autorité publique, des émeutes, grèves, mouvements populaires, attentats, actes criminels, lorsque l'Adhèrent y participe activement sauf s'il tente de sauver des personnes ;
- Par la désintégration du noyau atomique ou par un rayonnement ionisant ;
- Par les conséquences d'une grève, d'un lock-out ou d'un sabotage des prestataires ou des transporteurs ;
- Par les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, une inondation, un raz de marée, les cyclones ou autres cataclysmes ;
- Par une épidémie, des situations sanitaires locales, de la pollution, des événements météorologiques ou climatiques ;
- des biens et/ou des activités assurées lorsqu'une interdiction de fournir un contrat ou un service d'assurance s'impose à l'assureur du fait de sanction, restriction ou prohibition prévues par les conventions, lois ou règlements, y compris celles décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le Conseil de l'Union européenne, ou par tout autre droit national applicable ;
- des biens et/ou des activités assurées lorsqu'ils sont soumis à une quelconque sanction, restriction, embargo total ou partiel ou prohibition prévues par les conventions, lois ou règlements, y compris celles décidées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le Conseil de l'Union européenne, ou par tout autre droit national applicable. Il est entendu que cette disposition ne s'applique que dans le cas où le contrat d'assurance, les biens et/ou activités assurés entrent dans le champ d'application de la décision de sanctions restrictives, embargo total ou partiel ou prohibition.

Il est entendu que cette disposition ne s'applique que dans le cas où le contrat d'assurance, les biens et/ou activités assurés entrent dans le champ d'application de la décision de sanction, restriction, embargo total ou partiel ou prohibition.

GARANTIES D'ASSURANCE

Les présentes garanties sont acquises dans le monde entier, sauf la garantie Protection de l'identité pour laquelle une territorialité spécifique est précisée à l'article 4.

Les Garanties Protection Moyens de Paiement, et Protection Clés/Papiers et Protection Tous Nomades sont accordées dans le cadre du contrat Boursobank Protect Pro.

1. PROTECTION MOYENS DE PAIEMENT

Objet de la garantie : rembourser l'Adhèrent des pertes pécuniaires laissées à sa charge en cas d'opérations de paiement ou de retrait effectuées frauduleusement par un Tiers à l'aide de l'une ou plusieurs de ses Cartes ou de l'un ou plusieurs de ses chèques perdus ou volés pendant la durée de son adhésion à BOURSO PROTECT PRO, dans la mesure où ces opérations frauduleuses sont effectuées entre le moment de la perte ou du vol et la réception par son agence bancaire de la demande d'opposition des Cartes ou des chèques perdus ou volés, effectué par l'Adhèrent.

Ce remboursement intervient dans le cadre des conditions d'applications du contrat porteur du compte concerné.

Important :

L'Adhèrent doit prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de ses formules de chèques ainsi que de ses cartes qui sont rigoureusement personnelles.

L'Adhèrent doit tenir le code confidentiel de ses cartes absolument secret, ne pas communiquer ses codes à qui que ce soit, pas même à un membre de sa famille ou à l'un

de ses proches, ne pas les inscrire sur ses cartes ou sur un autre document à proximité de ses cartes.

Exclusions :

En sus des exclusions prévues au paragraphe « exclusions générales » sont également exclues des garanties :

Les pertes pécuniaires consécutives au vol ou à la perte de votre carte si vous l'avez confiée à une autre personne.

Montant de garantie (par Adhèrent) : 3 000 euros par sinistre et par année d'assurance.

Toutes les opérations frauduleuses commises à la suite d'une même perte ou d'un même vol constituent un seul et même sinistre.

En cas de sinistre : sous peine de déchéance, si l'assureur apporte la preuve d'un préjudice, (sauf cas fortuit ou de force majeure) l'Adhèrent doit :

1) d'une part, **dès qu'il constate la perte ou le vol de ses Cartes et/ou de ses Chèques :**

- faire immédiatement opposition auprès des émetteurs concernés ;
- dans les plus brefs délais, confirmer par écrit l'opposition auprès des émetteurs concernés ;
- en cas de vol : faire le plus rapidement possible un dépôt de plainte auprès des autorités de police compétentes.

2) d'autre part, dès que l'Adhèrent constate sur le relevé de son (ses) Compte(s) assuré(s) le débit des opérations effectuées frauduleusement à l'aide de ses Cartes et/ou de ses Chèques perdus ou volés :

- **déclarer le plus rapidement possible le sinistre à Gras Savoye / BOURSO PROTECT PRO en téléphonant au 09.72.72.22.32**
- s'il s'agit d'une perte : faire le plus rapidement possible un dépôt de plainte pour utilisation frauduleuse.

L'Adhèrent doit alors fournir les pièces suivantes soit par courrier à Gras Savoye / BOURSO PROTECT PRO - TSA 34287 - 77283 AVON Cedex soit par mail à l'adresse suivante boursoprotectpro@wtwco.com :

- la copie de ses lettres confirmant l'opposition de ses Cartes et/ou Chèques perdus ou volés,
- la copie du dépôt de plainte,
- la copie des relevés de ses comptes attestant le débit des opérations effectuées frauduleusement sur le(s) Compte(s) Assuré(s),

L'Assureur, pour apprécier les circonstances du Sinistre et procéder à l'évaluation du montant de l'indemnité, pourra missionner un expert ou un enquêteur ou contacter tout émetteur de facture.

2. PROTECTION CLÉS/PAPIERS

Objet de la garantie : rembourser l'Adhèrent des frais de remplacement à l'identique de ses Clés (y compris les serrures) et de ses Papiers perdus ou volés.

Exclusions :

En sus des exclusions prévues au paragraphe « exclusions générales » sont également exclues des garanties :

- **Les Clés de cadenas, clés de coffre non professionnels, alarme et antivol non professionnels, les Clés supplémentaires, clés de cave, clés de location saisonnière**
- **Les Frais indirects liés au fait de refaire ses Clés / Papiers (tels que visites médicales, téléphone, transport et traduction, laissez-passer).**
- **L'ouverture de porte seule sans réfection des clés.**

Montant de garantie (par Adhèrent) : 300 euros par sinistre et par année d'assurance pour les Clés et les Papiers.

En cas de sinistre : sous peine de déchéance, si l'Assureur apporte la preuve d'un préjudice, (sauf cas fortuit ou de force majeure) l'Adhèrent doit :

Dès qu'il constate la perte ou le vol de ses Clés et/ou de ses Papiers :

- en cas de perte ou de vol de Papiers officiels passeports, carte nationale d'identité, carte de séjour, permis de conduire, certificat d'immatriculation des véhicules professionnels: faire le plus rapidement possible une déclaration de perte ou de vol auprès des autorités de police compétentes ;

- **déclarer cette perte ou ce vol le plus rapidement possible à Gras Savoye / BOURSO PROTECT PRO en téléphonant au 09.72.72.22.32**

L'Adhèrent doit alors fournir les pièces suivantes soit par courrier à Gras Savoye / BOURSO PROTECT PRO - TSA 34287 - 77283 AVON CEDEX soit par mail à l'adresse suivante boursoprotectpro@wtwco.com :

- en cas de perte ou de vol des Papiers officiels (carte nationale d'identité, carte de séjour, permis de conduire, certificat d'immatriculation, passeport) : la copie de la déclaration de perte ou de vol faite auprès des autorités de police compétentes;
- dans les autres cas : une déclaration sur l'honneur ;
- pour le remboursement des Clés et des serrures : l'original des factures correspondant aux frais engagés ;
- pour le remboursement des Papiers : la copie (recto-verso) des nouveaux Papiers et l'original des factures correspondant aux frais engagés.

L'Assureur, pour apprécier les circonstances du Sinistre et procéder à l'évaluation du montant de l'indemnité, pourra missionner un expert ou un enquêteur ou contacter tout émetteur de facture.

3. PROTECTION TOUS NOMADES

Objet de la garantie Vol des Produits nomades :

Rembourser l'Adhèrent en cas de vol suite à Agression ou par Effraction, de Vol à la tire, de Vol à la sauvette ou de Vol par introduction clandestine de l'Appareil garanti sur la base du montant figurant sur la facture d'achat initiale.

L'indemnité sera versée déduction faite d'une Vétusté. Le vol doit être survenu pendant la durée de son adhésion à BOURSO PROTECT PRO.

La Vétusté est calculée comme suit : valeur à neuf durant une période d'un an à compter de la date d'achat de l'Appareil. Une vétusté de 50 % s'applique au-delà de cette période.

Ces Appareils doivent être :

- Achetés neufs,
- âgés de moins de 3 (trois) ans au moment du sinistre,
- utilisés pendant l'activité professionnelle.

Exclusions :

En sus des exclusions prévues au paragraphe « exclusions générales » sont également exclues des garanties :

- **La perte de l'Appareil garanti,**
- **L'oubli volontaire ou la disparition de l'Appareil garanti,**
- **La négligence de l'Adhèrent,**
- **Les conséquences directes ou indirectes de la destruction ou de la perte de bases de données, de fichiers ou de logiciels pendant ou suite à un sinistre,**
- **Les préjudices ou pertes financières autres que celle de l'Appareil garanti subis par l'Adhèrent pendant ou suite à un sinistre,**
- **L'Appareil utilisé en dehors de l'activité professionnelle ou commerciale**
- **Les casques audio et les vidéos projecteurs,**
- **L'utilisation frauduleuse et ses conséquences,**
- **Les dommages accidentels et leurs conséquences.**

Exclusions spécifiques à la garantie « Vol » :

- **Le Vol ne relevant pas d'une définition au titre de la présente Notice d'information,**
- **Le Vol commis par toute personne physique ou morale n'ayant pas la qualité de Tiers ou commis avec la complicité de ladite personne de l'Adhèrent,**
- **Le Vol avec effraction d'un mobilier ou d'un local fermé par un cadenas ou un verrou sans clé,**
- **Le Vol de l'Appareil garanti non conservé en bagage à mains, dans le cas des transports en commun aérien, maritime ou terrestre et qui ne serait pas sous la surveillance directe et immédiate de l'Adhèrent,**
- **Le Vol des accessoires et consommables liés au fonctionnement de l'Appareil garanti (cartouches diverses, supports enregistrables et de stockage de données, jeux vidéo, cassettes, films, pellicules, piles, lampes de projection, les ouvrages de type guides et modes d'emplois, les abonnements ou comptes en ligne, sac) et plus généralement tous accessoires connexes.**
- **Le Vol commis dans un véhicule terrestre à moteur entre 22h et 7h,**
- **Le Vol des Accessoires.**

Montant de garantie (par adhésion) : 300 euros par sinistre et par année d'assurance. La garantie est limitée à un seul sinistre par an et intervient à défaut ou en complément d'une garantie dont l'Adhèrent pourrait être bénéficiaire par ailleurs.

En cas de sinistre : sous peine de déchéance (sauf cas fortuit ou de force majeure), l'Adhèrent doit :

Déclarer le Sinistre dans les **2 (deux) jours ouvrés suivant la date de la connaissance de celui-ci à GRAS SAVOYE / BOURSO PROTECT PRO en téléphonant au 09.72.72.22.32**

La déchéance de garantie ne peut être opposée à l'Adhèrent que si l'Assureur établit que le retard lui cause un préjudice.

En cas de Vol garanti :

Faire le plus rapidement possible, dès la connaissance du sinistre, un dépôt de plainte auprès des autorités de police compétentes dans lequel doivent être mentionnés le vol de l'Appareil garanti, les circonstances du vol ainsi que les références de l'Appareil garanti (marque, modèle, numéro de série/IMEI pour les téléphones portables)

L'Adhèrent doit mettre en opposition au plus tôt, dès la connaissance du Sinistre, la Carte SIM auprès de l'opérateur concerné en cas de vol d'un téléphone portable et fournir :

- l'original de la facture d'achat de l'Appareil garanti mentionnant le nom et prénom de l'Adhèrent.

- une déclaration sur l'honneur précisant les causes, les circonstances, la nature et la date du Sinistre

- une attestation sur l'honneur émanant de l'Adhèrent certifiant qu'il n'a pas reçu préalablement une autre indemnité pour le sinistre déclaré.

- la copie du dépôt de plainte pour Vol, obtenue auprès des autorités compétentes, mentionnant les références de l'Appareil garanti, (marque, modèle et toute référence permettant d'identifier l'appareil (par exemple numéro de série) ainsi que les circonstances exactes du vol.

- la copie de la lettre de l'opérateur confirmant la mise hors service de la carte SIM et le blocage du téléphone sur le territoire national.

- la facture de remplacement de l'Appareil garanti mentionnant le nom et prénom de l'Adhèrent.

- en cas de vol par Agression : le dépôt de plainte ainsi que tout justificatif de l'Aggression tel qu'un certificat médical ou un témoignage (attestation écrite, datée et signée de la main du témoin, mentionnant ses nom, prénoms, adresse et profession, accompagnée de la copie d'une pièce d'identité officielle),

- en cas de vol par effraction : le dépôt de plainte ainsi que tout justificatif de l'effraction tel qu'une facture de serrurier, de garagiste, une copie de la déclaration effectuée par l'Adhèrent auprès de son assureur multirisques habitation ou automobile,

L'Assureur, pour apprécier les circonstances du Sinistre et procéder à l'évaluation du montant de l'indemnité, pourra missionner un expert ou un enquêteur ou contacter tout émetteur de facture.

4. GARANTIE PROTECTION DE L'IDENTITÉ

Définitions spécifiques à la garantie Protection de l'identité :

Adhèrent : voir les Définitions communes.

Litige : Désaccord ou contestation d'un droit, opposant l'Adhèrent à un Tiers, y compris sur le plan amiable. Le litige doit être né pendant la période garantie et résulter de faits nés pendant cette même période.

Sinistre : Refus opposé à une réclamation dont l'Adhèrent est l'auteur ou le destinataire – point de départ du délai dans lequel il doit être déclaré à Groupama Protection Juridique, conformément à l'article 4.6 « Formalités à accomplir pour la mise en jeu de la garantie Protection de l'identité ».

Tiers : toute personne physique autre que l'Assuré, son conjoint, son partenaire ou son concubin, ses ascendants ou ses descendants.

Période de garantie : Il s'agit de la période de validité de l'adhésion de l'Adhèrent aux présentes garanties d'assurance, comprise entre sa date d'effet et sa date de cessation.

4.1 Information juridique par téléphone

En cas d'usurpation de l'identité de l'Adhèrent ou d'atteinte à son e-réputation, ainsi que dans le but de prévenir la naissance d'un litige en rapport avec l'usurpation d'identité ou l'e-réputation, une équipe de juristes spécialisés lui apporte un soutien en matière

juridique en répondant par téléphone à toute demande d'ordre juridique.

L'Adhèrent est ainsi renseigné sur ses droits et est informé sur les démarches à entreprendre lors d'une usurpation de son identité ou lors d'une atteinte à son e-réputation.

Ces renseignements sont accessibles sur simple appel téléphonique, sauf les jours fériés, du lundi au vendredi de 9h à 20h et le samedi de 9h à 12h, au numéro de téléphone 01 41 43 77 68 (Coût d'un appel local ou national selon tarifs des opérateurs de télécommunication en vigueur).

Les renseignements juridiques communiqués par Groupama Protection Juridique reposent sur les seuls éléments fournis par l'Adhèrent et n'impliquent pas la prise en charge, d'un éventuel litige ultérieur.

4.2 Outil de « Veille e-reputation »

IProtego met à disposition de l'Adhèrent Oculteo, un outil de veille internet accessible depuis internet à l'adresse suivante : <https://www.osculteo.com/boursorama/>.

Cet outil permet à l'Adhèrent de surveiller les pages web indexées dans Google et visibles sur internet associées à son nom ainsi que les nouvelles apparitions de contenu public sur internet, ainsi que de recevoir ces nouvelles apparitions directement par courrier électronique. Cet outil permet à l'Adhèrent de détecter rapidement toute possibilité de dégradation de son e-réputation. L'outil détecte les contenus publics publiés sur Internet.

Oculteo permet également de rechercher la présence de données privées associées à son nom pour un internaute, ainsi que de créer des recherches images, sur Google ou Facebook.

Les conditions générales d'utilisation du service sont décrites à l'adresse <https://www.osculteo.com/cgu>.

ATTENTION : cet outil ne donne pas accès aux contenus que des sites internet rendraient privés et qui ne seraient pas accessibles depuis les moteurs de recherche les plus couramment utilisés. L'outil détecte en priorité les nouveaux contenus publics en langue française sur la zone France.

L'Adhèrent peut créer plusieurs recherches dans la limite de 4 par compte.

Chacune de ces recherches pourra être mise à jour par l'Adhèrent 4 fois dans les 12 mois qui suivent la première recherche et associer le compte Facebook de l'Adhèrent afin de :

- Visualiser sur une interface unique les photos publiées par lui au fil du temps ainsi que les photos publiées par d'autres personnes et sur lesquelles le nom de l'Adhèrent est mentionné.
- l'Adhèrent pourra le cas échéant supprimer la photo ou le tag en cliquant dessus et en étant redirigé au bon emplacement de la page adéquate sur Facebook.

4.3 Garanties « Usurpation d'identité »

4.3.1 Définitions propres à l'Usurpation d'identité

Usurpation d'identité : usage non autorisé des éléments d'identification et/ou d'authentification de l'identité de l'Adhèrent par un tiers dans le but de réaliser une action frauduleuse entraînant un préjudice pour l'Adhèrent.

Éléments d'identification de l'identité : tous les éléments de l'état civil de l'Adhèrent, adresse postale physique, numéro de téléphone, carte d'identité, passeport, permis de conduire, carte grise ou numéro d'immatriculation d'un véhicule appartenant à l'Adhèrent, relevé d'identité bancaire, numéro de Sécurité Sociale.

Éléments d'authentification de l'identité : identifiants, logins, mots de passe, adresses IP, adresses URL, numéro de carte bancaire, empreintes digitales.

4.3.2 Limite des garanties « Usurpation d'identité »

● Limite globale de la garantie : cette garantie est délivrée à concurrence d'un sinistre par année d'assurance.

● Territorialité : La Garantie s'exerce en France, Principautés de Monaco et d'Andorre, dans les Etats de l'Union Européenne ainsi qu'en Suisse.

4.3.3 Nature des litiges d'usurpation d'identité garantis :

Lorsqu'un litige consécutif à l'usurpation de son identité oppose l'Adhèrent, sur un plan amiable ou judiciaire à un tiers, dans le cadre de sa vie privée **et qu'il a déposé plainte**, Groupama Protection Juridique l'assiste et intervient pour obtenir la réparation du préjudice selon les modalités suivantes :

→ **Au titre de la garantie juridique**, Groupama Protection Juridique intervient notamment pour la défense des intérêts de l'Adhèrent dans le cadre des actions (recours, injonctions, assignations, ...) engagées à son encontre à l'occasion de l'usurpation avérée de son identité.

→ **Au titre de la garantie Indemnitaire** dont les limites et le fonctionnement sont décrits ci-dessous à l'article 4.3.5, Groupama Protection Juridique intervient pour la prise en charge des pertes financières subies par l'Adhèrent et consécutives à l'usurpation de son identité.

Attention : Groupama Protection Juridique n'intervient pas pour les litiges relevant de l'utilisation frauduleuse des moyens de paiement. Ainsi Groupama Protection Juridique n'intervient pas en cas de débit frauduleux sur le compte et/ou en cas d'utilisation de l'un de ses moyens de paiement chez un commerçant.

Outre les Exclusions Générales, sont également exclus :

- Toute action résultant de faits antérieurs à la prise d'effet de la garantie, sauf si l'Adhèrent peut établir qu'il était dans l'impossibilité d'en avoir connaissance avant cette date.
- Toute action découlant d'une faute intentionnelle commise par l'Adhèrent.
- Les litiges se rapportant à une activité politique ou syndicale.
- Les litiges relatifs à une usurpation d'identité commise par une personne ayant la qualité l'Adhèrent, un membre de sa famille ou par une personne vivant habituellement à son foyer.
- Les litiges relatifs à une usurpation d'identité commise avec la complicité d'une personne ayant la qualité l'Adhèrent.
- Les litiges lorsque le préjudice subi par l'Adhèrent lui permet d'intégrer un groupe de consommateurs déjà constitué ou en cours de constitution permettant d'engager une action de groupe au sens de l'article L423-1 du code de la consommation.

4.3.4 Prestations garanties au titre de la garantie juridique

Les prestations garanties débutent à réception des pièces communiquées par l'Adhèrent conformément à ce qui est indiqué à l'article 4.6 « Formalités à accomplir pour la mise en jeu de la garantie Protection de l'identité ».

Groupama Protection Juridique n'intervient que lorsque l'Adhèrent entend obtenir réparation d'un préjudice qu'il a subi et qu'il justifie d'un intérêt fondé en droit, ou lorsque qu'il est juridiquement fondé à résister à la demande d'un tiers. Ainsi, Groupama Protection Juridique n'intervient que dans la mesure où l'affaire est

défendable au regard des règles de droit en vigueur.

Les prestations peuvent prendre différentes formes :

→ Sur un plan amiable :

- La Consultation Juridique :

Dans le cadre d'une prestation personnalisée et au vu des éléments que l'Adhèrent communique à Groupama Protection Juridique, ce dernier expose soit oralement, soit par écrit, les règles de droit applicables au cas de l'Adhèrent et lui donne un avis sur la conduite à tenir.

- L'Assistance Amiable :

Après étude complète de la situation de l'Adhèrent, Groupama Protection Juridique intervient directement auprès de son adversaire, afin de rechercher une issue négociée et conforme aux intérêts de l'Adhèrent.

Lorsque l'appui d'un intervenant extérieur (expert / avocat) est nécessaire (notamment lorsque votre adversaire est représenté par un avocat), Groupama Protection Juridique prend en charge les frais et les honoraires de ce dernier dans les limites indiquées à l'article 4.5.2 « Plafonds dans le cadre de la gestion amiable ».

Lorsque Groupama Protection Juridique est amené à intervenir à l'amiable, l'Adhèrent lui donne mandat pour procéder à toute démarche utile pour mettre fin au litige déclaré et garanti.

→ Sur un plan judiciaire :

- La Prise en charge des frais de procédure :

Lorsque le litige n'a pu se résoudre à l'amiable et est porté devant une juridiction ou une commission, Groupama Protection Juridique prend en charge les frais et les honoraires d'avocat et de procédure dans les limites indiquées à l'article 4.5.2 « Plafonds dans le cadre de la gestion judiciaire ».

4.3.5 Prestations garanties et plafond au titre de la garantie Indemnitaire

● **Modalités d'intervention** : la garantie indemnitaire intervient uniquement :

→ après la garantie Juridique, si l'intervention de Groupama Protection Juridique n'a pas permis le règlement du **litige dans le délai maximum de 4 mois après la déclaration**.

→ si l'usurpation d'identité survient pendant la période de garantie et **donne lieu à dépôt de plainte pendant cette même période**.

● **Objet de la garantie** : prise en charge des pertes financières subies par l'Adhèrent suite à une utilisation frauduleuse de ses données personnelles directement consécutives au dommage couvert (transaction frauduleuse, ligne de crédit, remboursement d'abonnement, frais de reconstitution de documents d'identité, frais d'acte notarié, surconsommation téléphonique...).

Les préjudices ne doivent avoir fait l'objet d'aucun remboursement ou d'acceptation de remboursement à l'Adhèrent de la part des Organismes concernés.

● Plafond de la garantie Indemnitaire

La garantie indemnitaire s'exerce à concurrence de 1 500 € TTC par sinistre, sous réserve de ne pas dépasser les plafonds de prise en charge des sinistres tels que définis à l'article 4.5.1. « Plafonds de garantie par sinistre ».

En application du principe indemnitaire, l'Adhèrent doit justifier des pertes financières qu'il a subies en communiquant à Groupama Protection Juridique l'ensemble des justificatifs nécessaires.

Après contrôle des pièces justificatives, Groupama Protection Juridique rembourse l'Adhèrent sur la base des frais réels.

● Exclusions spécifiques à la garantie Indemnitaire:

Sont exclus :

- Les pertes subies devant être indemnisées par les prestataires de services de paiement conformément aux dispositions du Code monétaire et financier.
- Les pertes subies suite à l'utilisation frauduleuse de vos données personnelles lorsque l'Adhèrent a agi par imprudence ou n'a pas mis en œuvre les mesures de protection et sécurité nécessaires.
- Les conséquences matérielles de la contamination du matériel informatique, de l'Adhèrent, de son dysfonctionnement ou de sa destruction, ainsi que les frais engagés pour procéder aux opérations de décontamination et de reconstitution des données.
- Les frais consécutifs à l'utilisation frauduleuse des moyens de paiement de l'Adhèrent, notamment en cas de débit frauduleux sur son compte et/ou en cas d'utilisation de l'un de ses moyens de paiement chez un commerçant.

4.4 Garantie « Atteinte à l'e-réputation »

L'atteinte à l'e-réputation consiste en une divulgation publique illégale d'informations relatives à la vie privée de l'Adhèrent, sur les supports de communication tels que décrits ci-dessous, qui lui est préjudiciable.

Cette divulgation doit être constitutive d'une diffamation ou d'une injure dans le cadre de la seule vie privée de l'Adhèrent.

Les documents, contenus ou informations illégalement divulgués doivent avoir été obtenus à l'insu de l'Adhèrent ou sans son autorisation et ne pas avoir été réalisés par lui-même en présence du public.

4.4.1 Définitions propres à l'atteinte à l'e-réputation

Diffamation : La diffamation est une allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle le fait est imputé.

Injure : L'injure est une expression publique outrageante, termes de mépris ou injektive, qui à l'inverse de la diffamation, ne ferme l'imputation d'aucun fait.

Supports de Communication concernés par l'e-réputation : Photo, vidéo, écrit, déclaration contenus sur un blog, un forum de discussion, un réseau social, un site web, un email public.

Enfouissement : IProtego produit ou met en place des contenus sur internet et optimisés pour le référencement naturel dans les moteurs de recherche sur des recherches effectuées depuis la France, sur la zone France, et parmi les résultats en langue française.

Les contenus sont définis en accord avec l'Adhèrent et ont pour objectif de rétablir la bonne réputation du client.

La mise en place des contenus est progressive et peut prendre de quelques semaines à quelques mois.

L'enfouissement est toujours relatif à un mot clé, ou expression de recherche. Il est convenu que lorsqu'une prestation d'enfouissement est à mener, c'est toujours sur le mot clé : prénom nom (avec ou sans accents).

4.4.2 Limite de la garantie « Atteinte à l'e-réputation »

● Limite globale de la garantie : cette garantie est délivrée à concurrence d'un sinistre par année d'assurance.

Lutte anti blanchiment : Les contrôles que l'assureur est légalement tenu d'effectuer au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, notamment sur les mouvements de capitaux transfrontaliers, peuvent le conduire à tout moment à demander à l'Adhérent des explications ou des justificatifs, y compris sur l'acquisition des biens assurés. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée par la loi du 6 août 2004 et au Code monétaire et financier, l'Adhérent bénéficie d'un droit d'accès aux données le concernant en adressant un courrier à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Loi applicable – Tribunaux compétents : Les relations précontractuelles et contractuelles sont régies par la loi française et principalement le Code des assurances.

Toute action judiciaire relative au présent contrat sera de la seule compétence des tribunaux français.

Toutefois si l'Adhérent est domicilié dans la Principauté de Monaco, les tribunaux monégasques seront compétents en cas de litige entre l'Adhérent et l'assureur.

Langue utilisée : La langue utilisée dans le cadre des relations précontractuelles et contractuelles est la langue française.